

Logiciels de filtrage des personnes et entités sanctionnées – guide d’achat

Gardez une longueur d’avance sur l’expansion des risques liés aux sanctions : sélectionnez une solution stratégique et un prestataire partenaire pour votre entreprise.



Sommaire

- **Chapitre 1 : Comprendre les paramètres fondamentaux** 4
 - Pourquoi avez-vous besoin d'un logiciel de filtrage des personnes et entités sanctionnées ? 6

- **Chapitre 2 : Évaluation des besoins et analyse des lacunes** 7
 - Quelles listes de sanctions faut-il utiliser pour le filtrage ? 9
 - Quand et où le filtrage doit-il intervenir au niveau du processus opérationnel ? 11
 - Qui doit être impliqué dans le processus de filtrage des personnes et entités sanctionnées ? . 13
 - La gestion des visiteurs est-elle pertinente au regard de vos obligations en matière de conformité ? 15

- **Chapitre 3 : Que faut-il rechercher dans une solution de filtrage des personnes ou entités sanctionnées ?** 16
 - Exhaustivité des listes de sanctions et des données de filtrage 17
 - Des options flexibles de filtrage et de déploiement 20
 - Les options d'intégration et d'automatisation 22
 - Un workflow transparent en matière d'audits, de résolution et de remontée d'information 23
 - Des filtres d'optimisation pour une recherche avancée afin de gérer les faux positifs 24

- **Chapitre 4 : Considérations relatives aux coûts : déterminer un budget** 26
 - Comment calculer le retour sur investissement d'une solution de filtrage des listes de sanctions 28

- **Chapitre 5 : Comment comparer et évaluer les fournisseurs ?** 29
 - Les principaux fournisseurs de solutions de filtrage des personnes et entités sanctionnées .. 29

- **Chapitre 6 : Filtrer les personnes et entités sanctionnées avec Descartes** 31
 - Le point de vue de clients sur la simplicité d'utilisation, la qualité de l'assistance, etc. 33

- **Chapitre 7 : Pratiques d'excellence : tirer le meilleur parti de votre solution** 36



Introduction

Dans le paysage actuel de la conformité, où le spectre des risques s'élargit constamment, la seule constante est le changement. La complexité croissante des réglementations et le volume des listes de sanctions apparues au cours des dernières années ont entraîné une expansion fulgurante des logiciels de contrôle de conformité.

Cette évolution a également stimulé la croissance du nombre de fournisseurs de solutions de contrôle, avec pléthore de prestataires et une multitude de solutions proposées, produisant un effet de saturation lorsqu'il s'agit d'en sélectionner une. Or, il existe peu d'informations ou de critères solides pour identifier les fournisseurs fiables ou bien placés pour fournir les solutions dont vous avez besoin.

Par exemple, un fournisseur de services de filtrage des personnes et entités sanctionnées peut affirmer que sa solution offre des capacités d'intégration. Mais quelle est la valeur de ces capacités dans le contexte de vos besoins spécifiques en matière de filtrage des sanctions ? En comprenant ce qu'il s'agit de rechercher, vous pouvez déterminer si un fournisseur propose des options d'intégration sommaires ou des solutions logicielles agnostiques de niveau supérieur associées à des fonctions d'automatisation qui simplifient la complexité et assurent une couverture complète de vos besoins en conformité.

Que vous soyez responsable de l'achat d'une solution de contrôle des personnes et entités sanctionnées ou que vous soyez impliqué(e) dans la décision d'achat, poser les bonnes questions vous aidera à vérifier et à identifier des solutions de contrôle des entités soumises à restrictions robustes, intégrant les fonctionnalités, les outils et les pratiques d'excellence qui permettront à votre équipe de maintenir la sécurité de votre organisation, tout en gérant vos opérations quotidiennes avec une efficacité maximale.

Dans notre guide de l'acheteur, vous trouverez les réponses aux questions suivantes :

- Qu'est-ce que le filtrage des listes de sanctions et pourquoi est-il nécessaire ?
- Qui doit procéder au filtrage ?
- Pourquoi le filtrage est-il important ?
- Comment effectuer une analyse des lacunes en matière de conformité ?
- Quelles sont les fonctionnalités spécifiques à rechercher ?
- Quelles questions dois-je poser à un fournisseur de services de filtrage ?
- Quels sont les prix des solutions de filtrage ?
- Comment évaluer les solutions ?

Comprendre les paramètres fondamentaux : En quoi consiste le filtrage des listes de sanctions ?

L'un des éléments essentiels de la conformité en matière de sanctions est le filtrage des listes de sanctions, ou filtrage des personnes et entités sanctionnées. Il s'agit d'un processus de vérification diligente qui garantit que des relations commerciales illégales ne sont pas établies ou entretenues, en vérifiant que les clients, les fournisseurs, les revendeurs, les partenaires commerciaux, les employés, les visiteurs et toute tierce partie liée à votre entreprise ne figurent pas sur les listes des personnes et entités sanctionnées, en fonction des territoires et des monnaies qui concernent votre organisation.

Le filtrage des listes de sanctions peut sembler simple, mais dans la pratique, il s'avère complexe du fait de différents facteurs tels que les modifications permanentes des listes de sanctions, l'énorme volume de données à examiner, la prolifération de faux positifs, etc.

Le filtrage des listes de sanctions peut prendre la forme de la saisie manuelle d'un nom dans un outil de recherche en ligne, d'une vérification par lots d'une base de données clients pour détecter les personnes et entités sanctionnées, ou d'un contrôle automatisé régulier des bases de données clients et partenaires pour détecter les signaux d'alerte en réponse à l'évolution rapide des réglementations.

Outre la vérification des correspondances de noms figurant sur les listes de sanctions, les entreprises doivent également vérifier des informations secondaires telles que les alias connus d'une entité, la localisation géographique et des identifiants uniques tels que la date de naissance. Il est pratiquement impossible de se fier à un système manuel ou à un système hérité pour effectuer un contrôle efficace sur une telle masse d'informations, qui doit intégrer l'analyse de grandes quantités de documents, tant au niveau opérationnel que réglementaire.

Avec de tels défis, les programmes de contrôle des sanctions doivent employer des procédures bien définies, reposant sur l'expertise humaine et une utilisation intelligente de la technologie.

Figure 1 : Principales difficultés du filtrage des listes de sanctions



Comprendre les paramètres fondamentaux : Qui a besoin d'un filtrage des listes de sanctions ?

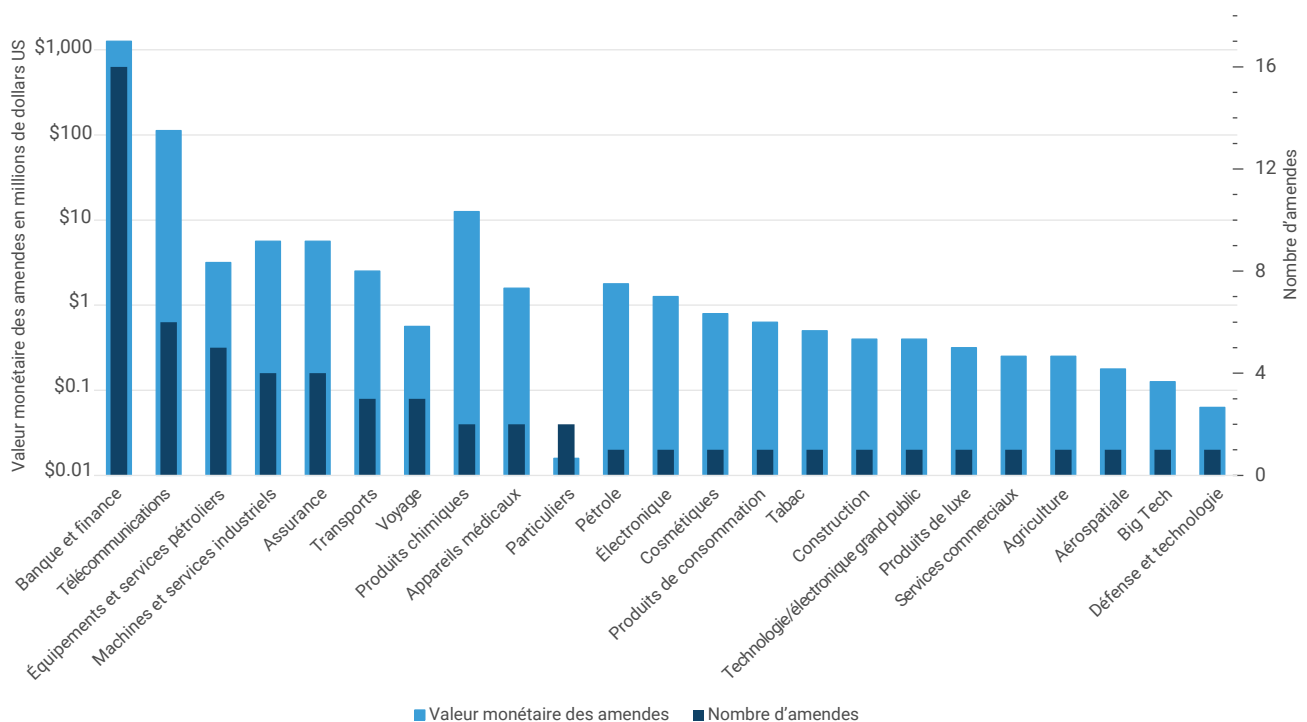
Bien que le filtrage des listes de sanctions ne soit pas une obligation légale, les organisations de toute taille et de tout secteur sont tenues de respecter les sanctions et sont responsables de toute violation éventuelle. La mondialisation ayant accru le niveau d'intégration des économies et des sociétés, de sorte que de nombreuses entreprises opèrent souvent sur plusieurs territoires, elles sont désormais également confrontées à une plus grande exposition aux risques liés à la conformité aux sanctions. Les entreprises doivent donc avoir connaissance des lois sur le contrôle des exportations et des régimes de sanctions qui s'appliquent à elles en fonction de leurs partenaires commerciaux, de leurs territoires opérationnels et de leurs modalités d'action.

Les principaux organismes émetteurs de sanctions et les autorités exécutives les plus actives ont des compétences étendues. Par exemple, une entité non américaine opérant hors des États-Unis, mais effectuant des transactions en dollars US, est soumise aux sanctions de l'OFAC, car elle recourt au système financier américain, comme le démontrent les mesures exécutoires effectivement engagées à l'encontre de certaines entreprises étrangères (voir figure 2, ci-dessous).

La surveillance et la pénalisation des violations des sanctions se focalisaient auparavant sur les institutions financières, mais les tendances observées dans les affaires récentes indiquent que les autorités réglementaires s'intéressent de plus en plus aux organisations non bancaires, dans de nombreux secteurs. Depuis qu'il a annoncé en 2018 son intention d'appliquer des sanctions à un plus grand nombre de secteurs, l'OFAC a atteint cet objectif : environ 70 % des mesures exécutoires engagées au cours des 5 dernières années l'ont été à l'encontre d'institutions non bancaires. Dans le même temps, l'OFSI britannique a publié de nouvelles orientations se focalisant sur les organisations caritatives et les ONG. Les graphiques et figures ci-dessous montrent que les risques liés aux sanctions touchent tous les grands secteurs d'activité.

Figure 2 : Mesures réglementaires dans les principaux secteurs d'activité

MESURES COERCITIVES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ



Comprendre les paramètres fondamentaux : Pourquoi est-il important de procéder à un filtrage adéquat ?

Les défaillances en matière de filtrage des listes de sanctions ont eu une influence significative sur la sévérité des mesures punitives et des règlements de pénalités imposés par les régulateurs. L'OFAC, en particulier, a critiqué la manière dont les organisations financières et non financières mettent en œuvre leurs programmes de filtrage des listes de sanctions. Des amendes ont été infligées pour défaut de mise en œuvre de contrôles adéquats pour la prévention des manquements aux listes de sanctions. Le coût d'un filtrage inadéquat peut être calculé en intégrant l'immense pression exercée sur les ressources par l'utilisation de systèmes manuels inefficaces, la perte de revenus, la perte de réputation, les amendes, ainsi que la stigmatisation qu'induit un manquement aux listes de sanctions lorsqu'il est constaté.

À quel moment devez-vous penser à un logiciel de filtrage des personnes et entités sanctionnées ?

- **Évolutivité** – lorsque votre activité se développe et s'étend à de nouveaux marchés, en particulier à proximité de juridictions sanctionnées.
- **Gain de temps** – le logiciel de filtrage des personnes et entités sanctionnées peut aider à résoudre le problème des contraintes de temps liées à l'exécution manuelle de recherches dans les listes de sanctions, ce qui permet au personnel de se concentrer sur des activités plus importantes.
- **Traitement de gros volumes de données** – qu'il s'agisse de rester à jour au niveau des données des listes de sanctions ou de traiter les données opérationnelles internes, le volume d'informations à traiter peut être écrasant pour les systèmes de filtrage manuels ou hérités. Par exemple, dans le cas d'une fusion/acquisition, où de gros volumes de données relatives aux nouvelles activités et aux relations avec des entités externes s'appliquent à de nombreuses juridictions figurant sur les listes de sanctions
- **Accélération des ventes** – filtrer manuellement quelques commandes par jour peut être faisable, mais lorsque les efforts commerciaux visent des centaines de ventes, cela devient impossible et néfaste à la croissance. À titre d'exemple, examinons cette étude de cas du fabricant high-tech [Adafruit](#) (en anglais)
- **Amélioration de l'expérience client** – améliorer la rapidité et la précision de la sélection et de l'intégration des clients
- **Visibilité** – des solutions robustes de filtrage des personnes et entités sanctionnées, avec visualisation des données et flux opérationnel rationalisés, éliminent les cloisonnements et donnent à la direction une meilleure vision de la situation en matière de conformité.
- **Approche proactive de la conformité aux sanctions** – avec une réduction des procédures manuelles, une augmentation de la précision du filtrage, un suivi des listes de sanctions en temps réel et une automatisation intuitive des flux opérationnels et du reporting.
- **Attraction, conservation et perfectionnement des talents** – selon une étude de Corporate Compliance Insight 2022 auprès de responsables compliance de haut niveau, 59 % d'entre eux déclarent se sentir épuisés et 53 % expriment le désir de changer d'emploi. Une technologie de contrôle de conformité robuste permet de renforcer et d'améliorer les capacités de votre équipe de contrôle de conformité, mais aussi d'attirer et de fidéliser les meilleurs talents.



Un programme de filtrage des listes de sanctions efficace doit reposer sur des procédures bien définies, une expertise humaine et une utilisation intelligente de la technologie.

Évaluation des besoins et analyse des lacunes

Dans ce chapitre, nous attirons votre attention sur les activités de planification préalables, à entreprendre avant de rechercher des fournisseurs de services de filtrage des entités sanctionnées. Compte tenu de l'impact considérable d'un programme de filtrage des listes de sanctions sur l'ensemble d'une organisation – les relations clients et commerciales sont en jeu –, il est essentiel de définir dès le départ ce que vous attendez de votre logiciel de filtrage des listes de sanctions, en déterminant la manière dont il s'intègre dans votre programme compliance au sens large.

Comment identifier les lacunes de votre système de filtrage actuel ?

Pour garantir votre réussite et éviter de vous retrouver avec une solution qui ne correspond pas à vos besoins, prenez le temps de définir vos priorités commerciales et les capacités technologiques qui vous offriront des avantages concurrentiels pour vos objectifs à long terme, tout en atténuant les contraintes existantes.

Figure 3 : Les questions essentielles à poser lors d'une analyse des besoins

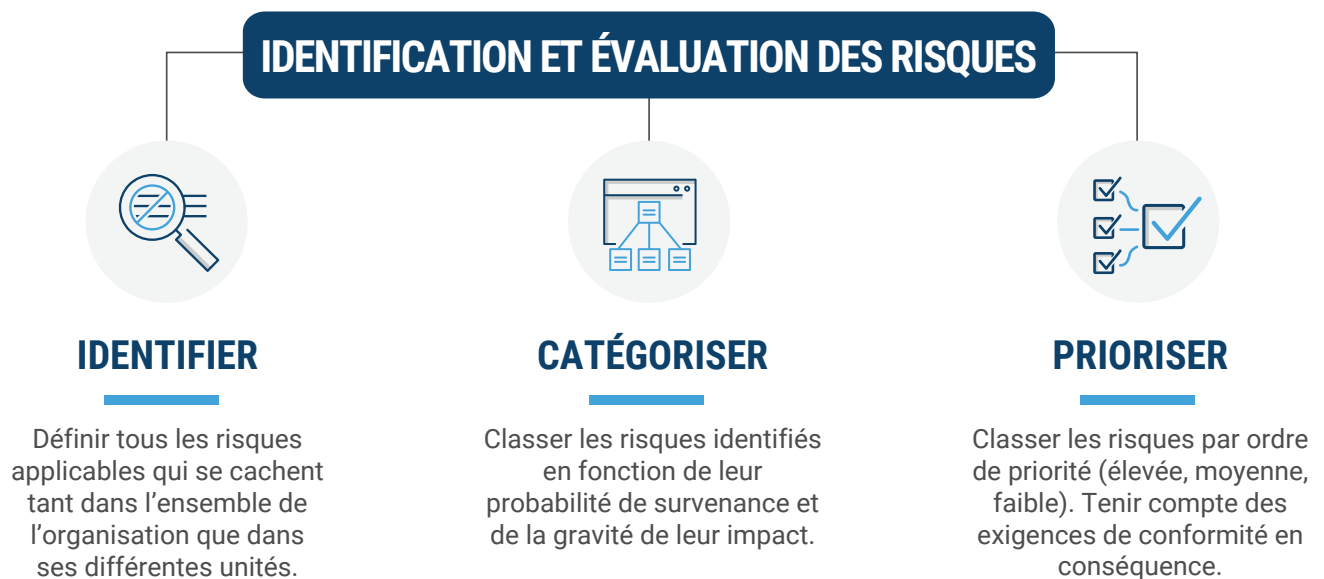
Check-list des questions essentielles à poser dans le cadre d'une analyse des besoins	Priorité élevée ?
Quelle est votre exposition au risque ?	✓
Quelles listes de sanctions / de personnes et entités sanctionnées devez-vous contrôler ?	✓
Quelles personnes/entités devez-vous filtrer ?	✓
Quand et où le filtrage doit-il intervenir au niveau du processus opérationnel ?	✓
Quels systèmes doivent être en place pour assurer un filtrage automatisé ?	✓
Qui doit être impliqué dans le processus de filtrage ?	✓
Quel est le niveau de maturité et d'expertise de votre organisation en matière de conformité et quel est le niveau de formation requis ?	✓
Avez-vous besoin de fonctionnalités supplémentaires telles que la gestion des visiteurs, la classification des contrôles à l'export et l'octroi de licences ?	✓

Évaluation des besoins et analyse des lacunes

a. **Quelle est votre exposition au risque ?** Il s'agit de déterminer les restrictions/sanctions qui s'appliquent aux types de produits et services de l'entreprise, ainsi qu'aux territoires où elle opère.

Conseil : Différents facteurs sont à prendre en compte en fonction de votre secteur d'activité, en particulier s'il est très réglementé. Par exemple, si vous travaillez dans le secteur de la fabrication high-tech, vous devez vérifier si vos produits nécessitent une licence d'exportation, si la notion d'exportation réputée de biens à double usage s'applique, ainsi que les déclarations requises de la part de l'utilisateur final. Ces besoins supplémentaires en matière de conformité à l'exportation peuvent vous amener à rechercher un fournisseur capable de proposer une solution complète de contrôle des entités et personnes sanctionnées intégrant la classification des exportations, la gestion des licences, etc. Ainsi, les besoins d'un fabricant high-tech seront très différents de ceux d'une entreprise du secteur de l'hôtellerie ou de la mode. Évaluez et documentez les produits et services qui vous concernent, ainsi que les zones géographiques où vous opérez, et classez-les sur une échelle de risque : faible, moyen ou élevé.

Figure 4 : Trois étapes pour évaluer l'exposition au risque en matière de sanctions



Évaluation des besoins et analyse des lacunes

b. Quelles listes de sanctions / de personnes et entités sanctionnées faut-il contrôler ? Il est essentiel de connaître les listes de sanctions pertinentes pour votre entreprise et votre marché, afin d'optimiser votre programme de filtrage des personnes et entités sanctionnées, en vous assurant que les principaux domaines de risque sont couverts.

Conseil : Déterminez les listes de sanctions qui s'appliquent à votre organisation en consultant les organismes de sanctions de la juridiction dans laquelle vous opérez, afin de contrôler vos partenaires, vos clients et toutes leurs entités liées. Par exemple, si votre entreprise est active aux États-Unis, vous devez consulter les [listes de sanctions tenues par l'OFAC, entre autres](#), et au Royaume-Uni, vous devez vous tenir au courant des listes de l'OFSI. La liste consolidée des sanctions de l'UE s'applique si vous relevez de la juridiction de l'UE en tant que citoyen ou entité constituée en vertu du droit de l'UE. De même, pour les ressortissants des États membres des Nations unies, les listes de sanctions des Nations unies doivent être examinées.

En outre, la nature de votre activité implique-t-elle des affiliations commerciales dans des régions sanctionnées et avez-vous besoin d'une liste des sanctions implicites telle que les données de propriété concernant les personnes et entités sanctionnées ? Les sanctions implicites sont des régimes de sanctions pour lesquels l'organisme de réglementation ne fournit pas une liste définie de personnes et entités sanctionnées, mais les critères d'exclusion. La [règle des 50 % de l'OFAC](#) en est un exemple connu.

Une [règle similaire est aussi appliquée par l'UE](#). Si vous comprenez ces exigences et la mesure dans laquelle elles concernent votre entreprise, votre recherche d'un fournisseur de services de filtrage des personnes et entités sanctionnées peut inclure des mandats tels qu'un fournisseur également capable de proposer dans le cadre de sa solution des outils supplémentaires en matière de gestion des sanctions, plutôt que d'avoir besoin d'un fournisseur distinct.

Figure 5 : Principaux organismes et juridictions émettant des sanctions

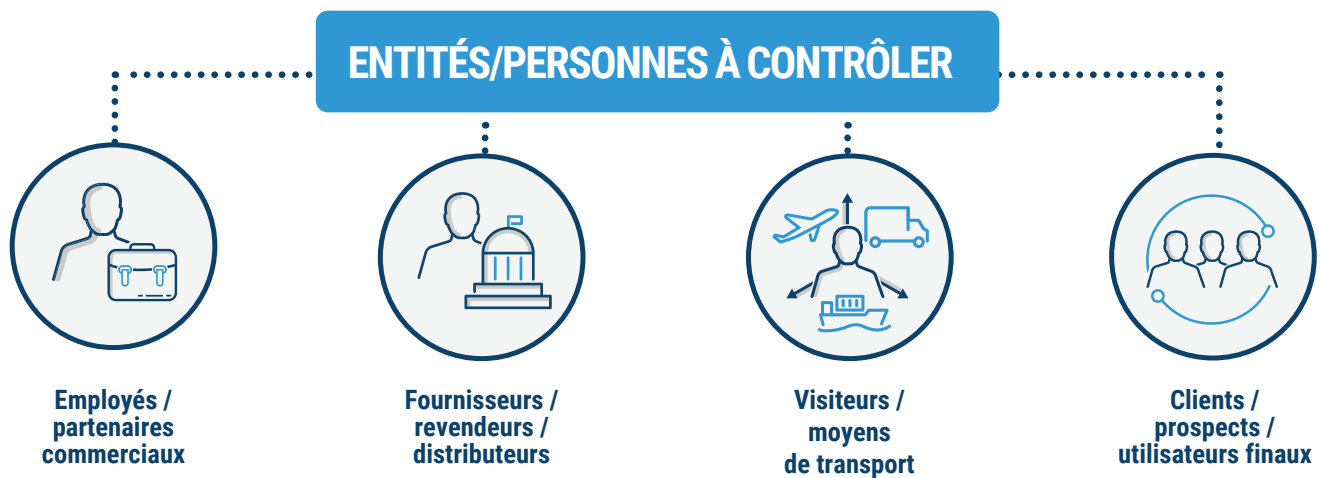
Organisme émettant des sanctions	Personnes et entités concernées
Office of Foreign Assets Control (États-Unis)	Concerne tous les citoyens et résidents permanents étrangers des États-Unis, où qu'ils se trouvent.
Bureau of Industry and Security (BIS – États-Unis)	Le BIS administre les réglementations relatives à l'administration des exportations (Export Administration Regulations – EAR) concernant les marchandises, les logiciels et la technologie aux États-Unis. Les entités couvertes par ces réglementations comprennent les articles d'origine étasunienne à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, les activités des personnes étasuniennes et la diffusion de technologies ou de savoir-faire sensibles à des ressortissants étrangers aux États-Unis ou à l'étranger.
Department of State (États-Unis)	Il met en œuvre des sanctions et des réglementations liées à la politique étrangère, notamment la réglementation sur le trafic international d'armes (ITAR). S'applique à tous les biens et intérêts situés sur le territoire des États-Unis, ainsi qu'aux biens et intérêts contrôlés par ou en possession d'un ressortissant étasunien, sur le territoire national ou à l'étranger.
Sanctions de l'ONU	Elles visent généralement des pays, des personnes, des entités, des secteurs d'activité et des moyens de transport et sont applicables et mises en œuvre par tous les États membres des Nations unies.
Sanctions du HM Treasury (Royaume-Uni)	Ressortissants britanniques à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, toutes les personnes ou entités exerçant des activités au Royaume-Uni, tous les organismes constitués en vertu de la loi de n'importe quelle partie du Royaume-Uni.
Sanctions consolidées de l'UE	Toutes les entités situées sur le territoire de l'UE, les citoyens des États membres de l'UE, où qu'ils se trouvent, les entités constituées en vertu de la législation d'un État membre.

Évaluation des besoins et analyse des lacunes

c. **Quelles personnes/entités faut-il filtrer ?** Il ne s'agit pas de se contenter de contrôler les clients. Identifiez toutes les entités qui sont liées à votre entreprise et interagissent avec elle d'une façon ou d'une autre, puis vérifiez que vous disposez des informations requises à leur sujet pour procéder à un filtrage approfondi.

Conseil : En règle générale, la liste des entités à contrôler comprend les prospects, les clients, les fournisseurs, les partenaires, les revendeurs, les nouveaux employés, les sous-traitants, les visiteurs, etc. Il est essentiel d'examiner l'exhaustivité de vos données de base et, en cas de lacunes, d'établir des stratégies pour améliorer la profondeur des données. Par exemple, l'absence de vérification des données de localisation de l'adresse IP devient une caractéristique importante des récentes mesures de l'OFAC. Vérifiez toutes les données disponibles que votre ERP ou CRM enregistre et comprenez le contexte en matière de filtrage des listes de sanctions, de risque de conformité et d'impact potentiel sur votre organisation.

Figure 6 : Le filtrage des sanctions doit couvrir l'ensemble de la chaîne des personnes et entités externes

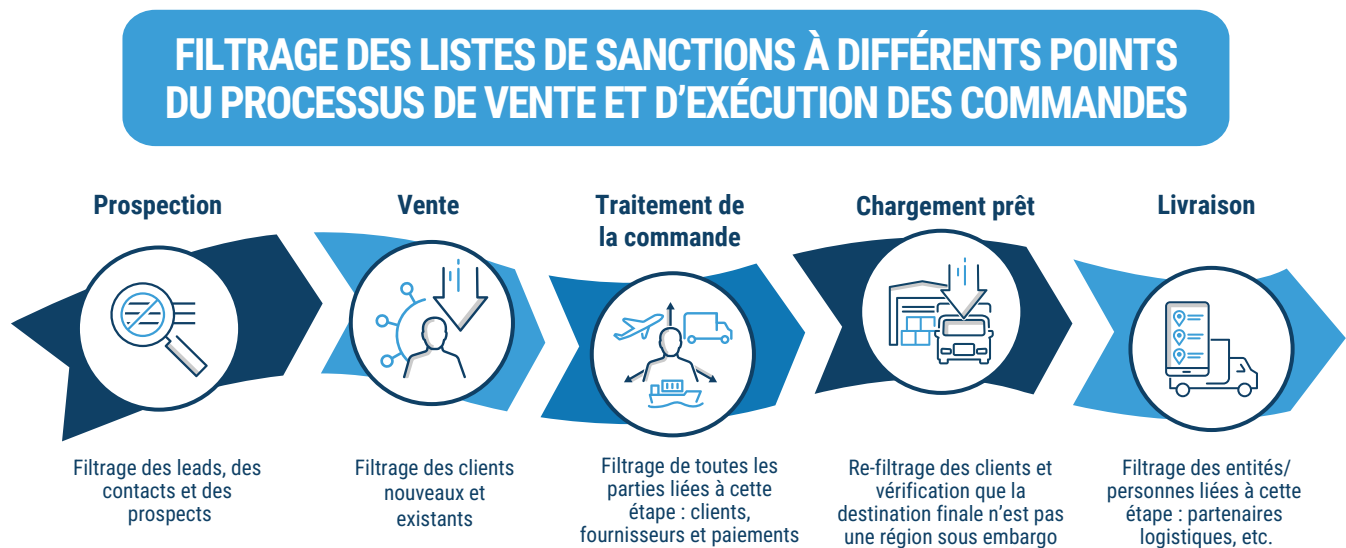


Évaluation des besoins et analyse des lacunes

d. **Quand et où le filtrage doit-il s'effectuer au niveau du processus opérationnel ?** Généralement, les processus opérationnels se déroulent sur des territoires étendus : il y a donc de nombreux endroits où des personnes ou entités soumises à sanctions peuvent se trouver. Cela peut aller du début du cycle de vente jusqu'au traitement de la commande et à l'expédition.

Conseil : Étudiez votre processus opérationnel actuel et intégrez tous les points où des fournisseurs, des clients, des prospects, des employés, des sous-traitants et d'autres personnes/entités entrent dans votre réseau opérationnel. En outre, lorsque vous examinez le flux de données des personnes/entités externes, surveillez le moment où les entités se connectent à votre entreprise. Les paramètres temporels à intégrer au mandat de votre fournisseur doivent comprendre des réflexions sur la manière dont les données opérationnelles historiques seront examinées lors de la mise en œuvre de la nouvelle solution. Il convient également d'examiner vos plans opérationnels à long terme : des expansions vers de nouveaux territoires ou de nouveaux secteurs d'activité auront-elles lieu ? Des fusions ou des acquisitions sont-elles envisagées ? Votre solution de filtrage des listes de sanctions doit être au cœur de toute prévision et planification stratégique, afin de contenir tout risque inhérent dès le départ.

Figure 7 : Filtrage des sanctions à plusieurs points du processus de vente et d'exécution des commandes



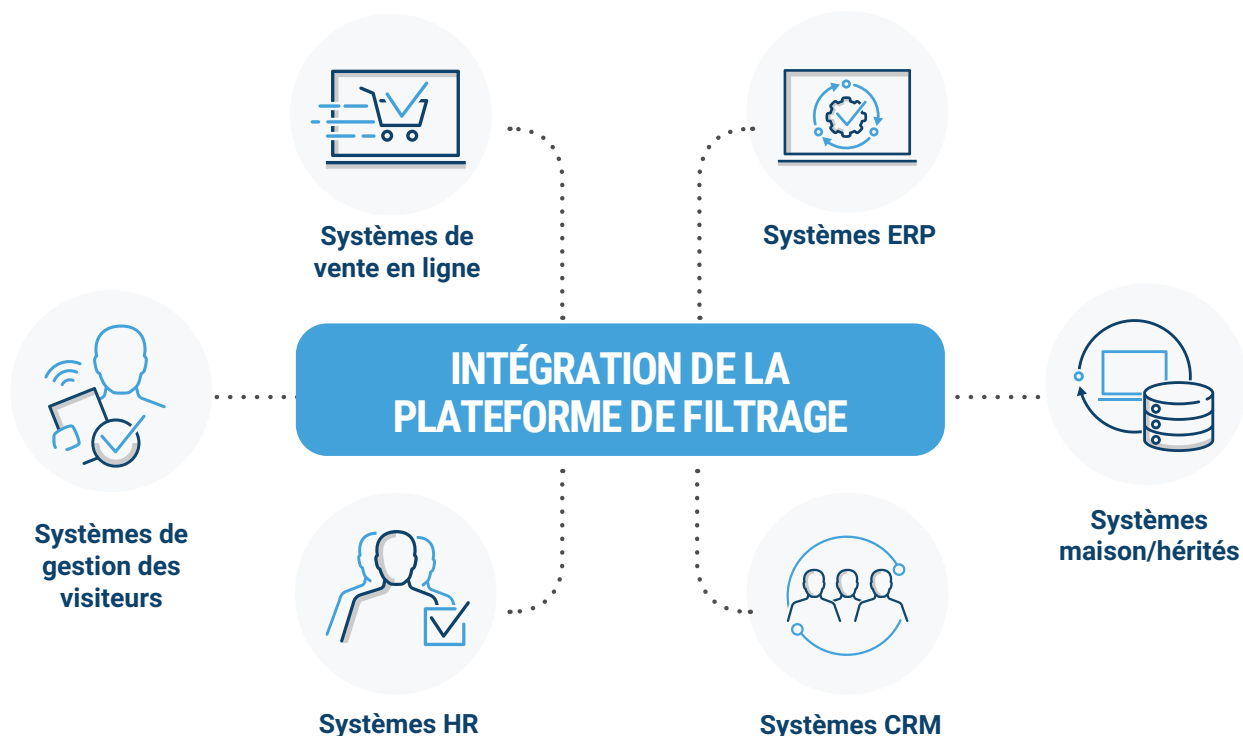
Évaluation des besoins et analyse des lacunes

e. Quels systèmes doivent être en place pour assurer un filtrage automatisé ? Une solution de filtrage des personnes et entités sanctionnées ne doit pas exister de manière isolée. En tant que partie intégrante de votre programme de conformité, elle a un rôle plus large à jouer à tous les niveaux de votre activité où un risque lié aux personnes et entités externes peut apparaître. Et il s'agit également de déterminer si elle doit s'intégrer à l'infrastructure existante – à savoir l'infrastructure informatique en place pour capturer les données de base de l'organisation. Existe-t-il un référentiel centralisé pour vos informations opérationnelles ? Comment ces paramètres varient-ils en fonction de la business unit, de la ligne de produits, etc.

Conseil : Les problèmes de qualité des données, tels que l'exactitude et l'exhaustivité, font partie des plus grandes difficultés pour un processus de filtrage des listes de sanctions réussi. En prévision de l'adoption d'un nouveau logiciel de filtrage des personnes et entités sanctionnées, évaluez votre ERP, votre CRM ou votre plateforme de vente en ligne en gardant ces éléments à l'esprit :

- Consolidez et dédupliquez les données. Votre ERP/CRM doit être en mesure de fournir un relevé complet au sujet de l'entité, sans que les éléments d'information soient dispersés dans des systèmes disparates.
- Identifiez les points de latence/retard qui peuvent exister dans la capture des données externes au sein de votre entreprise ; par exemple, y a-t-il un délai entre le moment où les nouveaux employés sont intégrés et le moment où les informations sont disponibles pour filtrage ?
- Combien de services au sein de votre organisation seront-ils dépendants de la solution de filtrage des personnes et entités sanctionnées ?
- Combien de technologies différentes votre solution de filtrage devra-t-elle gérer ?
- À quelle fréquence l'une ou l'autre de vos parties prenantes ou de vos unités opérationnelles met-elle en œuvre une nouvelle technologie ?
- Dans quelle mesure des délais de déploiement plus courts pourraient-ils réduire les coûts pour votre organisation ?

Figure 8 : Plusieurs options pour intégrer le filtrage des personnes et entités sanctionnées dans les systèmes opérationnels



Évaluation des besoins et analyse des lacunes

f. Qui doit être impliqué dans le processus de filtrage ? Assurez-vous de savoir qui, en plus de l'équipe compliance, utilisera la solution logicielle de filtrage des personnes et entités sanctionnées. Selon votre organisation, il peut s'agir du service commercial, des approvisionnements, des ressources humaines, etc. Identifiez leurs contraintes actuelles – par exemple le temps actuellement consacré à la vérification des listes de sanctions par des procédures manuelles/inefficaces – et quel gain de temps vous cherchez à obtenir avec une nouvelle solution logicielle automatisée.

Conseil : La conformité doit être une responsabilité partagée au sein de l'ensemble de l'organisation. Compte tenu des divers processus qui introduisent un risque lié aux personnes/entités externes, les équipes opérationnelles et de back-office doivent être prises en compte dans le développement du programme de filtrage des listes de sanctions de votre organisation. Il est essentiel d'identifier où se situent les risques, à tous les niveaux, en dotant les équipes de l'accès et des connaissances nécessaires pour exercer une diligence raisonnable. En déterminant qui seront les utilisateurs concernés par le filtrage des listes de sanctions, il faut également prendre en compte les tâches spécifiques qu'ils effectueront. Quelques scénarios d'utilisation :

- Les équipes de terrain (par exemple l'équipe commerciale ou la logistique) peuvent avoir besoin d'options de filtrage en déplacement, comme le filtrage mobile des personnes et entités sanctionnées ou des solutions intégrées à leurs systèmes de gestion de la relation client (CRM).
- Pour les ressources humaines, les exigences en matière de filtrage des données peuvent inclure le filtrage des sous-traitants basés à l'étranger qui s'écartent des exigences en matière de risques posés par les produits ou services nationaux de l'organisation.
- En outre, le fait de savoir quelles personnes seront responsables de l'évaluation des correspondances positives et la manière dont elles procéderont vous aidera à évaluer les fonctions de collaboration importantes pour vous et ce qu'il faut rechercher dans le flux de gestion des dossiers proposé par les solutions que vous avez présélectionnées.

Le nombre d'utilisateurs a des implications en matière de budget et de performances, tandis que les différents types d'utilisateurs mettent davantage l'accent sur la recherche de solutions intuitives et faciles à utiliser.

Figure 9 : La conformité est un effort qui concerne l'ensemble de l'entreprise



Évaluation des besoins et analyse des lacunes

g. Quelle est la maturité et l'expertise de votre organisation en matière de conformité ? Comme nous l'avons déjà mentionné, l'expertise humaine est essentielle à la réussite d'un programme de filtrage des listes de sanctions. Des technologies de pointe peuvent améliorer les capacités de votre équipe, mais vous avez toujours besoin des bonnes personnes pour créer, mettre en œuvre et faire fonctionner les bons processus. Une mise en œuvre d'outils et de technologies innovants sans amélioration des compétences des personnes qui sont en charge de la conformité pour utiliser ces outils saboterait effectivement les objectifs d'une telle transformation. En vue d'investir dans une solution robuste de filtrage des personnes et entités sanctionnées, un certain nombre de questions doivent être posées pour évaluer l'efficacité de votre équipe.

- Vos collaborateurs connaissent-ils les listes de sanctions et l'impact qu'elles peuvent avoir sur leurs missions et leurs activités ?
- Une stratégie de formation est-elle en place en matière de conformité ? Les membres de l'équipe sont-ils adéquatement formés ?
- Quelles sont les plaintes fréquemment formulées par votre équipe en charge de la conformité au sujet des procédures existantes de filtrage des personnes et entités sanctionnées ?
- Quelle est la complexité du flux opérationnel actuel et quelles sont les difficultés rencontrées par les différents intervenants et partenaires ?
- Avez-vous pris en compte les perturbations que cette mise en œuvre entraînera, en particulier pour le personnel qui ne se consacre pas normalement au travail de mise en conformité ?
- Toutes les personnes concernées connaissent-elles les processus de signalement, de résolution et de remontée d'information en cas d'anomalies potentielles dans le cadre du filtrage des listes de sanctions ?
- Quel est le niveau de formation et de support nécessaire pour le bon déroulement des processus actuels de conformité en matière de sanctions ?
Qu'est-ce qui cause le plus de confusion et de difficultés parmi les intervenants/partenaires/utilisateurs ?

Conseil : L'adhésion totale de l'ensemble des personnes impliquées dans la mise en œuvre d'une solution de filtrage des personnes et entités sanctionnées augmente vos chances de réussite à long terme et votre retour sur investissement. Pour promouvoir la coopération entre les différentes équipes, assurez-vous d'identifier leurs difficultés au niveau des processus actuels de filtrage des listes de sanctions, et faites du logiciel de filtrage que vous sélectionnez une priorité pour fournir la bonne solution, la bonne formation et la bonne orientation.



Évaluation des besoins et analyse des lacunes

h. La gestion des visiteurs est-elle pertinente au regard de vos obligations en matière de conformité ? Au cours des dernières décennies, l'importance des réglementations en matière d'exportations réputées n'a cessé de croître. Il s'agit là des législations réglementant la divulgation à un ressortissant étranger de technologies ou d'informations soumises à restrictions à l'export. Si vous travaillez avec des technologies ou des informations sensibles, vous courrez le risque de commettre une infraction à la réglementation en matière d'exportation simplement en acceptant des personnes non contrôlées à vos portes, même si aucun article physique n'est expédié au-delà des frontières.

Les informations et technologies soumises à restrictions peuvent notamment être divulguées par le biais d'une présentation visuelle, par exemple lors d'une visite des installations. On peut également parler d'exportation réputée si des informations sont transmises par le biais d'une communication orale ou par l'application de connaissances et d'expertise techniques acquises par exemple aux États-Unis par un ressortissant étranger provenant d'un pays sanctionné.

La capacité de conformité des visiteurs en matière d'exportations réputées peut s'appliquer à votre organisation si vous travaillez dans l'enseignement supérieur ou dans le secteur de la recherche, si vous êtes fabricant de technologies ou développeur de logiciels, ou si vous effectuez des transactions portant sur tout produit soumis aux réglementations EAR (*Export Administration Regulations*) et ITAR (*International Traffic in Arms Regulations*) des USA.

N'oubliez pas non plus que les restrictions en matière d'exportations présumées s'appliquent aux employés étrangers, même s'ils se trouvent aux États-Unis. Vous trouverez [ici](#), [ici](#) et [ici](#) quelques exemples de mesures exécutoires prises lorsque les procédures de contrôle des visiteurs et les mesures de conformité en matière d'exportations réputées n'ont pas été mises en œuvre. Pour vous aider à mesurer l'importance du contrôle de la conformité des exportations et de la gestion des visiteurs afin d'éviter les infractions à la réglementation, posez-vous les questions suivantes :

- Quels types de visiteurs recevez-vous ?
- Savez-vous d'où viennent vos visiteurs ?
- Quelle est la fréquence à laquelle vous accueillez des visiteurs / partenaires internationaux ?
- Connaissez-vous le statut de leurs organisations en matière de sanctions ?
- Tenez-vous des relevés détaillés des activités de vos visiteurs ?
- Comment recrutez-vous et gérez-vous le personnel étranger ?
- Vos produits / services sont-ils correctement classifiés ?
- Disposez-vous des licences d'exportation requises ?

Conseil : Les réponses que vous apporterez aux questions ci-dessus devraient vous guider dans votre choix d'une solution permettant de répondre aux exigences des autorités, conformément à votre plan de contrôle technologique, si vous en avez un.

Si vos réponses indiquent une forte exposition à des ressortissants étrangers (en tant que visiteurs ou collaborateurs) et que vous travaillez avec des technologies/informations réglementées, envisagez une plateforme de conformité aux sanctions disposant des fonctionnalités nécessaires pour gérer et rationaliser toutes vos obligations réglementaires, y compris le filtrage des personnes et entités sanctionnées, la classification des exportations, la détermination et la gestion des licences et le contrôle de la détention des entités sanctionnées.

Enfin, un plan de contrôle technologique décrivant les mesures de sécurité visant à protéger les technologies faisant l'objet de restrictions à l'exportation au sein de votre organisation et une automatisation des flux opérationnels dans votre solution logicielle de filtrage des listes de sanctions sont essentiels à la réussite de votre programme de conformité.

Évaluation des logiciels et des prestataires : Que faut-il rechercher dans une solution de filtrage des sanctions ?

Maintenant que vous avez un objectif clair pour votre programme de filtrage des listes de sanctions, abordons ce que vous devez rechercher lorsque vous évaluez les logiciels et les fournisseurs de filtrage des personnes et entités sanctionnées. À première vue, les solutions de contrôle des personnes et entités sanctionnées se ressemblent toutes, surtout lorsque les très nombreuses options disponibles sur le marché emploient un même message de base. Cependant, en examinant dans quelle mesure les solutions tiennent leurs promesses, on constate l'ampleur de la différence entre une solution qui est véritablement la meilleure de sa catégorie et celle qui prétend l'être. Les différences ne résident pas uniquement dans les fonctionnalités logicielles, mais aussi dans la robustesse et la réputation de l'entreprise elle-même – dans la manière dont elle fournit une solution qui vous accompagne véritablement, car après tout, votre fournisseur de services de filtrage des personnes et entités sanctionnées est votre partenaire en matière de réduction des risques.

Ceci étant dit, qu'est-ce qui fait l'efficacité d'un logiciel et d'un prestataire de filtrage des listes de sanctions ? Nous présentons ci-dessous quelques-unes des meilleures caractéristiques disponibles sur le marché, les signaux d'alerte à prendre en compte, ainsi que les questions à poser aux prestataires dans le cadre d'un processus d'évaluation, pour vous aider à identifier une véritable solution stratégique – et pas simplement un logiciel doté de capacités de filtrage.

Figure 10 : Les 6 principales fonctionnalités d'une solution logicielle efficace de filtrage des personnes et entités sanctionnées



Évaluation des logiciels et des prestataires : Que faut-il rechercher dans une solution de filtrage des listes de sanctions ?

Exhaustivité des listes de sanctions et des données de filtrage

Les données de filtrage des listes de sanctions sont la composante la plus importante de votre solution logicielle de filtrage des personnes et entités sanctionnées – et celle qui ajoute une complexité significative au processus de conformité. Les listes de sanctions sont fréquemment mises à jour. Cependant, elles sont généralement publiées par différents organismes de réglementation sous des formats non uniformisés et, en tant que telles, elles sont particulièrement difficiles à utiliser en l'état. En outre, toutes les personnes et entités sanctionnées ne sont pas explicitement répertoriées, beaucoup sont couvertes par des sanctions implicites, ce qui accroît la difficulté de répondre aux attentes en matière de vérification diligente. L'identification manuelle des listes applicables et des modifications réglementaires demande beaucoup de temps et de travail, et il est pratiquement impossible de le faire avec exactitude. Pour un programme efficace de filtrage des listes de sanctions, il convient de rechercher une solution logicielle qui offre les avantages suivants :

- Une bibliothèque intégrée de données de qualité sur les listes de sanctions mondiales mises à jour, exhaustives et exactes
- Des listes de sanctions pertinentes pour votre secteur d'activité et votre juridiction
- La possibilité d'accéder aux données de filtrage par lieu, par secteur d'activité ou par d'autres filtres spécifiques
- Des données de filtrage supplémentaires, comme les informations de détention des entités sanctionnées, les personnes politiquement exposées (PPE), les médias défavorables, etc.

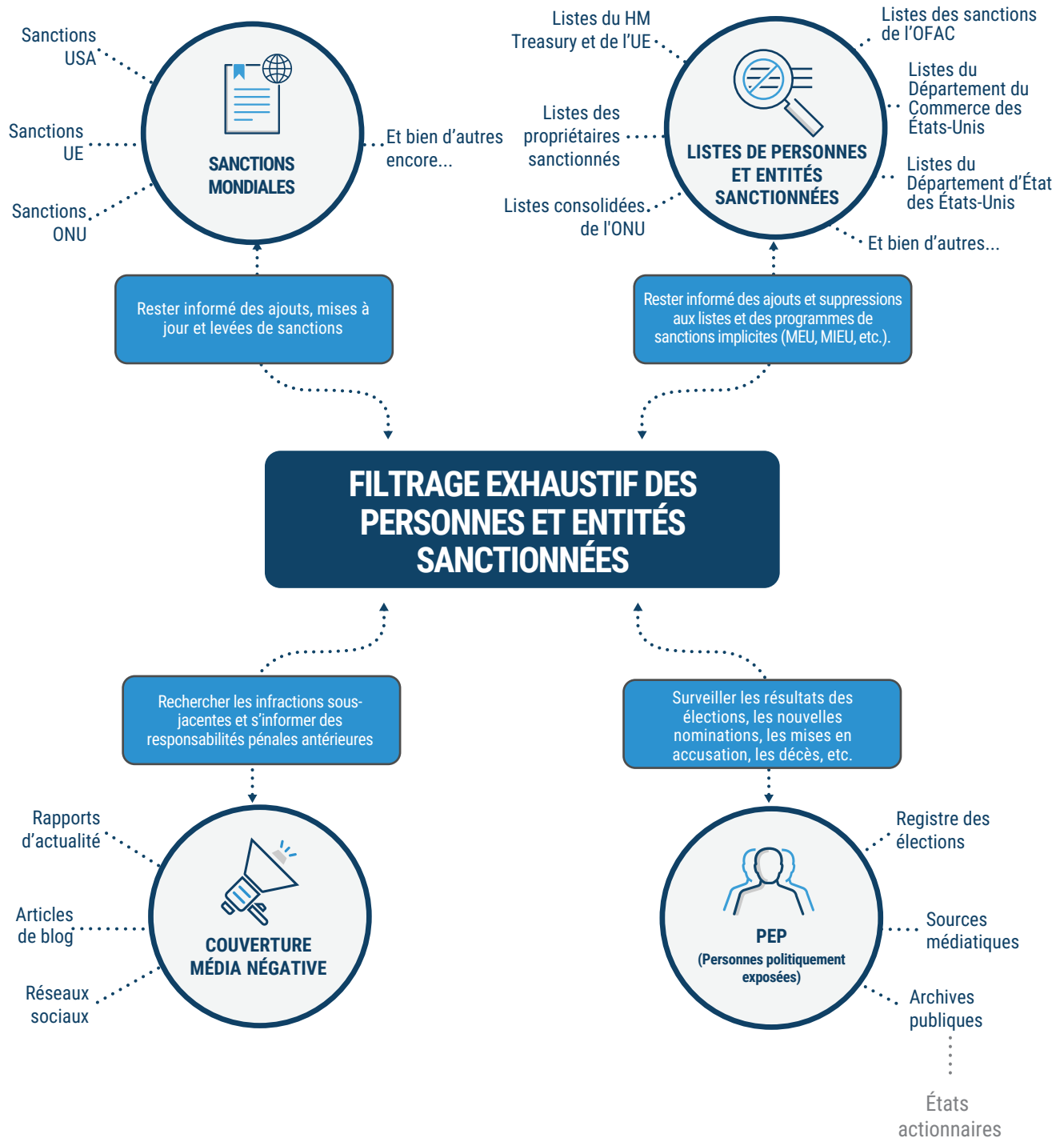
Lors de l'évaluation des fournisseurs potentiels, il convient de tenir compte de leur expertise, de l'étendue de leurs ressources, de leur envergure mondiale et de leur engagement à suivre les mises à jour réglementaires et les évolutions des sanctions.



Les données de filtrage des listes de sanctions sont la partie la plus importante de votre solution logicielle de filtrage des personnes et entités sanctionnées. Et elles peuvent ajouter un niveau élevé de complexité au processus de conformité.

Évaluation des logiciels et des prestataires : Que faut-il rechercher dans une solution de filtrage des listes de sanctions ?

Figure 11 : Éléments de données de filtrage des listes de sanctions répondant au paysage actuel en matière de risques



Évaluation des logiciels et des prestataires : Que faut-il rechercher dans une solution de filtrage des listes de sanctions ?

Questions à poser aux fournisseurs potentiels de services de filtrage des personnes et entités sanctionnées à propos de leurs listes de sanctions

- Comment acquièrent-ils les données de filtrage des sanctions, comment sont-elles formatées ?
- Disposent-ils d'une couverture mondiale des listes de sanctions et peuvent-ils le démontrer ?
- Peuvent-ils fournir des listes de sanctions spécifiques à un secteur, et avec quelle facilité peuvent-ils obtenir des listes qui ne sont pas actuellement sur leur plateforme ?
- Quelles garanties peuvent-ils donner quant au délai dans lequel les mises à jour des sanctions sont ajoutées à leur plateforme de filtrage après leur publication par les régulateurs ?
- Comment obtiennent-ils des contenus de filtrage de qualité supérieure, tels que les structures de détention des entités ?
- Disposent-ils d'une équipe dédiée à la recherche de contenu en interne ?

Il est essentiel que le service de conformité sache comment les mises à jour des listes de sanctions sont incorporées dans son système de conformité et le temps nécessaire au fournisseur pour obtenir ces données dans un format structuré exploitable.



Soyez attentif aux cas où le fournisseur :

- Utilise des listes obsolètes dans sa gamme de produits
- Ne parvient pas à identifier une entité donnée connue sur une liste de sanctions spécifique
- Ne suit pas un format de données homogène, avec des données de filtrage des listes de sanctions ne contenant pas toutes les informations fournies par l'agence de réglementation.



Évaluation des logiciels et des prestataires : Que faut-il rechercher dans une solution de filtrage des listes de sanctions ?

Des options flexibles de filtrage et de déploiement

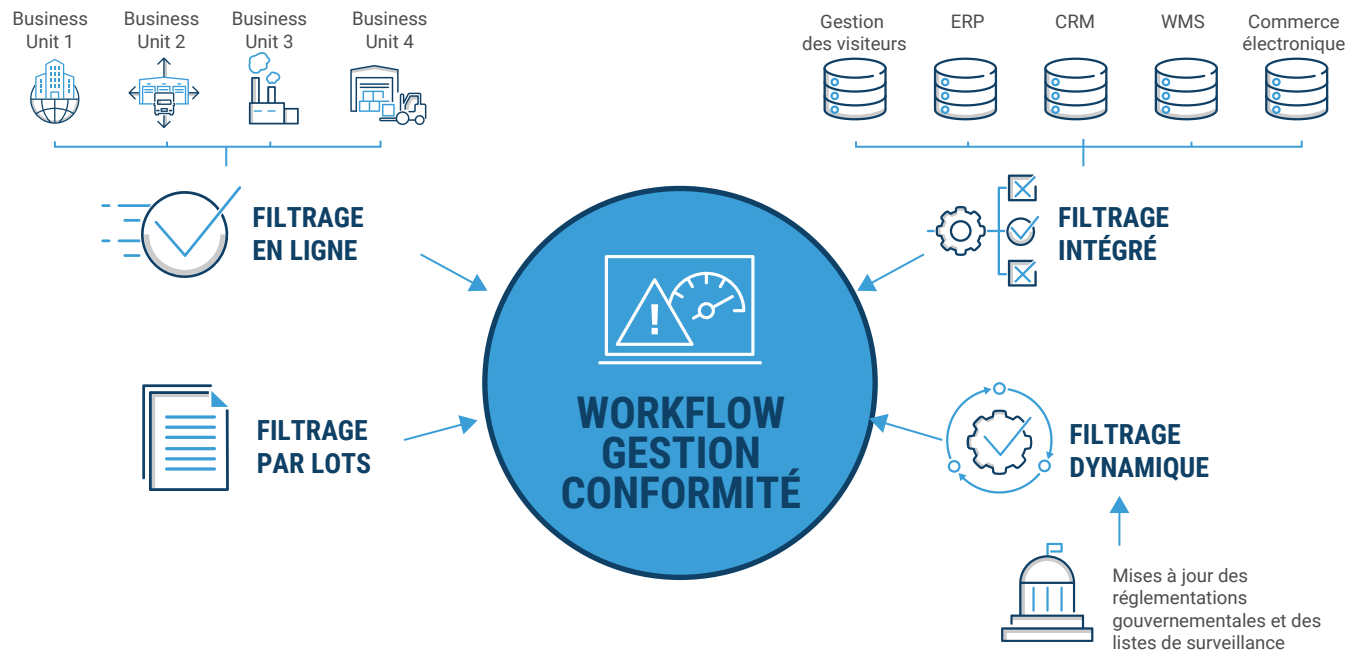
En matière de conformité aux listes de sanctions, il n'existe pas de solution universelle. Même pour les organisations d'un même secteur, leurs obligations en matière de conformité sont aussi diverses que les pratiques commerciales spécifiques de chacune qui influencent leur tolérance au risque, leur exposition et leurs contrôles. En fonction de la structure de leurs opérations, il existe différents moments et différents processus qui peuvent exposer les organisations à des risques liés aux sanctions.

Par exemple, une ONG peut avoir besoin d'options ad hoc/à la demande de filtrage de personnes et entités sanctionnées pour ses bénévoles sur le terrain, tandis qu'une autre peut n'avoir besoin que d'un contrôle périodique par lots pour s'adapter à ses activités saisonnières. En gardant cela à l'esprit, le logiciel de filtrage des listes de sanctions et le fournisseur que vous choisissez doivent être en mesure de vous fournir la flexibilité nécessaire pour adapter facilement le filtrage à différents scénarios de risque lié aux personnes/entités extérieures, à différents moments d'insertion dans le réseau opérationnel, et à l'échelle requise pour répondre aux besoins de votre organisation. La solution idéale doit fournir :

- **Un filtrage par lots**, lorsqu'une base de données importante doit être filtrée, comme dans le cas de fusions et d'acquisitions ou au début d'un nouveau parcours de conformité, lorsqu'il est nécessaire d'effectuer des contrôles de conformité rétrospectifs sur toutes les données de base
- **Un filtrage en ligne ad hoc** adapté aux entreprises ayant de faibles volumes de filtrage ou un programme de conformité en phase de démarrage
- **Un filtrage hors site/mobile** pour les cas où un filtrage des personnes et entités sanctionnées est nécessaire en déplacement, par exemple pour vérifier des opportunités commerciales potentielles lors de conférences ou de voyages à l'étranger
- **Un filtrage récurrent dynamique** ne se fait pas en une seule fois : il est important de refaire le filtrage de personnes et entités déjà filtrées pour détecter les changements de statut, du fait des ajouts et retraits fréquents affectant les listes de sanctions.

Figure 12 : Un large éventail de méthodes de filtrage des personnes et entités sanctionnées pour répondre à l'évolution des besoins

DES MÉTHODES DE FILTRAGE DES SANCTIONS TRÈS DIVERSIFIÉES



Évaluation des logiciels et des prestataires : Que faut-il rechercher dans une solution de filtrage des listes de sanctions ?

Questions à poser aux fournisseurs potentiels de services de filtrage des personnes et entités sanctionnées à propos de leurs options de déploiement

- Quelles sont les fréquences de filtrage que permet la plateforme : toutes les heures, tous les jours, toutes les semaines ?
- Sommes-nous en mesure de programmer le filtrage des personnes et entités sanctionnées en fonction des besoins ?
- Puis-je filtrer ma base de données rétroactivement et en continu ?
- Quelles sont les possibilités de filtrage en déplacement ?
- Comment configurer facilement et en toute sécurité le filtrage sur un appareil mobile ?
- Si mes exigences en matière de filtrage évoluent, à quelle vitesse le système peut-il les prendre en charge ?

Une approche directe, simple à mettre en œuvre et proactive de la gestion de la conformité aux listes de sanctions est essentielle à la réussite du programme de filtrage. Des problèmes d'alignement des besoins en matière de filtrage ont déjà conduit à des manquements aux listes de sanctions et à de lourdes amendes.



Réévaluez la situation si le fournisseur :

- N'est pas en mesure de filtrer de multiples types de risques liés aux différentes personnes et entités (clients, collaborateurs, revendeurs, fournisseurs, prospects, etc.)
- N'est pas en mesure d'effectuer un filtrage récurrent à une fréquence correspondant à votre profil de risque



Évaluation des logiciels et des prestataires : Que faut-il rechercher dans une solution de filtrage des listes de sanctions ?

Les options d'intégration et d'automatisation

L'automatisation des processus de filtrage des personnes et entités sanctionnées élimine les insuffisances du filtrage manuel et augmente la précision de vos efforts de conformité, en optimisant simultanément l'efficacité et l'efficience. Grâce à l'intégration avec des systèmes d'entreprise tels que les ERP et les CRM, ainsi qu'à l'accès à l'ensemble de leurs données, le potentiel des processus automatisés de conformité aux listes de sanctions qu'utilise une organisation peut être pleinement exploité. Les principaux avantages de ces fonctionnalités sont l'articulation cohérente et uniforme du contrôle des personnes et entités sanctionnées avec d'autres processus opérationnels, ce qui permet d'économiser des ressources, tout en offrant de la capacité à s'adapter et à évoluer à mesure que l'entreprise évolue, avec un support informatique minimum pour le client. Vous ne voulez pas d'une solution aujourd'hui qui ne pourra pas répondre aux exigences de demain, et limiterait ainsi vos efforts de vérification diligente, nécessitant l'achat d'un autre logiciel ou, pire encore, des procédures manuelles pour couvrir ces lacunes. Recherchez une solution logicielle de filtrage des personnes et entités sanctionnées qui vous permette de maximiser les ressources existantes de votre entreprise, tout en étant évolutive et à l'épreuve du temps, en fournissant :

- Une solution agnostique offrant un large éventail d'options d'intégration préétablies avec les principaux systèmes ERP et CRM
- Des intégrations qui prennent en charge les systèmes d'entreprise existants ou développés en interne
- Des capacités automatisées de filtrage des personnes et entités sanctionnées telles que le filtrage, l'examen des alertes, l'audit et l'automatisation du reporting

Questions à poser aux fournisseurs potentiels de services de filtrage des personnes et entités sanctionnées à propos de leurs capacités d'intégration et d'automatisation

- Votre technologie de contrôle des personnes et entités sanctionnées est-elle adaptable à nos processus et s'intégrera-t-elle à mon infrastructure existante ?
- S'intègre-t-elle aux logiciels d'entreprise couramment utilisés tels que Salesforce, Netsuite, Oracle, SAP, etc. ?
- Dans quelle mesure mon équipe informatique doit-elle être impliquée dans l'intégration et le déploiement ?
- Quelles capacités d'automatisation votre solution offre-t-elle pour le filtrage des personnes et entités sanctionnées ?

Il est important de comprendre le potentiel d'une technologie à s'intégrer dans votre infrastructure existante, car vous ne voulez pas être limité(e) par la flexibilité restreinte d'une solution de filtrage des personnes et entités sanctionnées. Il ne serait pas non plus pratique de devoir modifier vos processus dans plusieurs business units pour les adapter au déploiement d'un logiciel.



Méfiez-vous lorsque le fournisseur :

- Propose une configurabilité peu impressionnante
- Ne peut pas facilement intégrer sa solution aux principaux systèmes ERP et CRM
- Éprouve des difficultés à intégrer sa solution aux systèmes existants ou développés en interne

Évaluation des logiciels et des prestataires : Que faut-il rechercher dans une solution de filtrage des listes de sanctions ?

Un workflow transparent en matière d'audits, de résolution et de remontée d'informations

Les solutions qui rationalisent et automatisent la résolution et le reporting éliminent de fastidieuses procédures manuelles, ce qui permet aux équipes d'accomplir rapidement les opérations de vérification diligente. Outre la satisfaction des attentes réglementaires, des audit trails et rapports de résolution exhaustifs donnent à la direction l'assurance que les processus de conformité sont exécutés de manière cohérente par les collaborateurs de l'ensemble de l'organisation. Plus important encore, une résolution plus rapide des correspondances potentielles accélère les processus de gestion des risques au niveau des ventes, de la saisie des commandes, des expéditions, de l'approvisionnement et de l'embauche. Cette capacité est particulièrement utile pour les organisations disposant d'un programme de conformité mature ou effectuant des recherches en grand volume, avec des équipes étendues, géographiquement dispersées et de multiples intervenants, où un suivi centralisé et cohérent des résultats est plus difficile. Une solution de filtrage des listes de sanctions de premier ordre devrait permettre à votre organisation de réduire les processus manuels et d'accroître l'efficacité et les performances globales en offrant :

- Des capacités configurables et automatisées d'investigation, de validation et d'annotation, ou de remontée des résultats positifs potentiels, avec peu ou pas de dépendance aux tâches manuelles
- Une supervision centralisée des activités de vérification diligente dans l'ensemble de l'entreprise, avec visualisation du tableau de bord
- Une source unifiée de données pour la conformité et les personnes et entités externes, avec des rapports prédéfinis et personnalisables
- De solides capacités de communication, de collaboration et de gestion des cas

Questions à poser aux fournisseurs potentiels de services de filtrage des personnes et entités sanctionnées à propos de leurs fonctions d'audit et de résolution

- Comment la solution prend-elle en charge la collaboration et la communication ?
- La solution centralise-t-elle les données dans un référentiel unique ?
- Existe-t-il des rapports, des alertes et des processus de remontée d'informations préétablis ? Ces éléments sont-ils configurables ?
- Quel est le délai d'exécution des audit trails et quels sont les éléments enregistrés ?
- Pendant combien de temps les enregistrements des mesures prises pour résoudre les correspondances de filtrage sont-ils conservés ?
- Différents niveaux d'autorisation des utilisateurs peuvent-ils être délivrés en interne ?
- Comment les correspondances potentielles sont-elles priorisées ?

On ne saurait trop insister sur le fait que des audit trails exhaustifs combinés à des flux opérationnels intelligents sont essentiels à la réussite d'une mise en conformité aux listes de sanctions. Les régulateurs ont effectivement tendance à réduire les pénalités pour les organisations qui peuvent facilement démontrer un engagement fort en faveur du respect de la conformité.



Soyez prudent si le fournisseur :

- A des difficultés à démontrer l'exactitude et l'exhaustivité d'un audit trail
- Présente un workflow comportant une part importante de saisie manuelle pour des fonctions de base telles que la collecte de données et la documentation

Évaluation des logiciels et des prestataires : Que faut-il rechercher dans une solution de filtrage des listes de sanctions ?

Des filtres d'optimisation pour une recherche avancée afin de gérer les faux positifs

La multiplication des sanctions, la complexité de leur structure, la rapidité des changements dans les listes de personnes et entités sanctionnées, ainsi que le volume de données à traiter, conduisent invariablement à un certain degré de faux positifs dans le filtrage des personnes et entités sanctionnées. Pour mettre en œuvre un programme efficace de filtrage des listes de sanctions, la rapidité et la précision de la détection et de l'examen des correspondances potentielles doivent être une priorité. Il est de plus en plus difficile pour les systèmes hérités ou les processus manuels de répondre aux exigences du paysage actuel de la conformité. Les solutions de filtrage des personnes et entités sanctionnées les plus efficaces s'appuient généralement sur des technologies d'IA telles que l'apprentissage automatique et l'automatisation, d'une part pour accélérer le processus de filtrage, et d'autre part pour améliorer sa précision en permanence. Cependant, les capacités offertes par les technologies de pointe ne sont qu'un aspect de la gestion des faux positifs – il faut aussi s'appuyer sur des bases solides. Il s'agit notamment d'adopter une stratégie qui tienne compte de la nature des risques et de la structure des données à traiter.

Par exemple, il faut déterminer comment configurer son moteur de recherche et quels filtres utiliser. Si votre moteur de recherche est réglé de manière trop étroite, afin d'éliminer ainsi les faux positifs, il peut ne pas tenir compte d'éléments tels que les tentatives de brouillage des pistes par des personnes et entités sanctionnées, les variations de noms globaux et différents autres facteurs. Le véritable danger ne réside pas uniquement dans le fait d'avoir un grand nombre de faux positifs : il faut également se garder de mettre en œuvre un programme qui génère des faux négatifs, c'est-à-dire qui ne parvient pas à identifier les véritables personnes et entités sanctionnées – ce qui rendrait votre organisation vulnérable à des violations des sanctions.

Pour accroître l'efficacité de votre programme de filtrage des listes de sanctions, choisissez une solution qui aide votre équipe en charge de la conformité à rester concentrée sur les correspondances réelles, en fournissant :

- Une solution intelligente, hautement configurable pour s'aligner sur les politiques organisationnelles et la gestion du niveau de risque, qui soit capable de surmonter les limitations de données
- Des filtres de recherche flexibles et des algorithmes de recherche pluridimensionnels
- Une prise en charge multilingue et multicaractères
- Une consolidation et une accessibilité centralisées des données
- Des tests robustes à variables multiples de la solution, avec des rapports vérifiables

Figure 13 : Mesures destinées à minimiser les faux positifs

MESURES DESTINÉES À MINIMISER LES FAUX POSITIFS



Évaluation des logiciels et des prestataires : Que faut-il rechercher dans une solution de filtrage des listes de sanctions ?

Questions à poser aux fournisseurs de services de filtrage des listes de sanctions sur la gestion des faux positifs

- Comment la solution exploite-t-elle les technologies d'intelligence artificielle pour simplifier l'identification des véritables personnes et entités sanctionnées et réduire les faux positifs ?
- Quels filtres de recherche votre solution fournit-elle en plus de la configuration de base ?
- Le système est-il capable de balayer plusieurs sources de données en temps réel ?
- Comment les erreurs de données sont-elles gérées ? Le système prend-il en charge les caractères non latins et les langues multiples ?
- Disposez-vous d'un calendrier pour tester, mettre au point et calibrer le système ? Cela représente-t-il un coût supplémentaire ?
- Comment évaluez-vous les faux positifs et les faux négatifs pour votre secteur d'activité ?

L'incapacité à minimiser ou à gérer correctement les faux positifs peut être particulièrement problématique. Elle fait en effet peser une lourde charge opérationnelle sur l'équipe chargée de la conformité ainsi que sur l'activité de l'entreprise, sous la forme de perturbations et de retards qui peuvent conduire à de l'épuisement professionnel, à de l'insatisfaction et à une augmentation des risques.



Soyez prudent si le fournisseur :

- Ne peut pas expliquer comment il vous aidera à mettre en place une stratégie d'optimisation des recherches
- Ne dispose pas d'un plan pour tester et calibrer régulièrement le moteur de recherche afin d'intégrer les mises à jour réglementaires ou les évolutions organisationnelles
- Dispose d'options limitées pour la personnalisation du moteur de recherche
- Éprouve des difficultés à démontrer comment les filtres sont configurés pour la gestion des problèmes de données tels que les variantes de noms, les formats de date de naissance et les langues multiples



Considérations relatives aux coûts : Comment déterminer un budget ?

Les questions relatives au coût de la solution de filtrage des personnes et entités sanctionnées peuvent sembler évidentes, mais il s'agit d'une activité de pré-planification essentielle, car une réflexion approfondie permet d'équilibrer les fonctionnalités qui sont les plus importantes aujourd'hui, la qualité de l'analyse de rentabilité que vous pouvez effectuer en interne et la marge de manœuvre financière dont vous disposez.

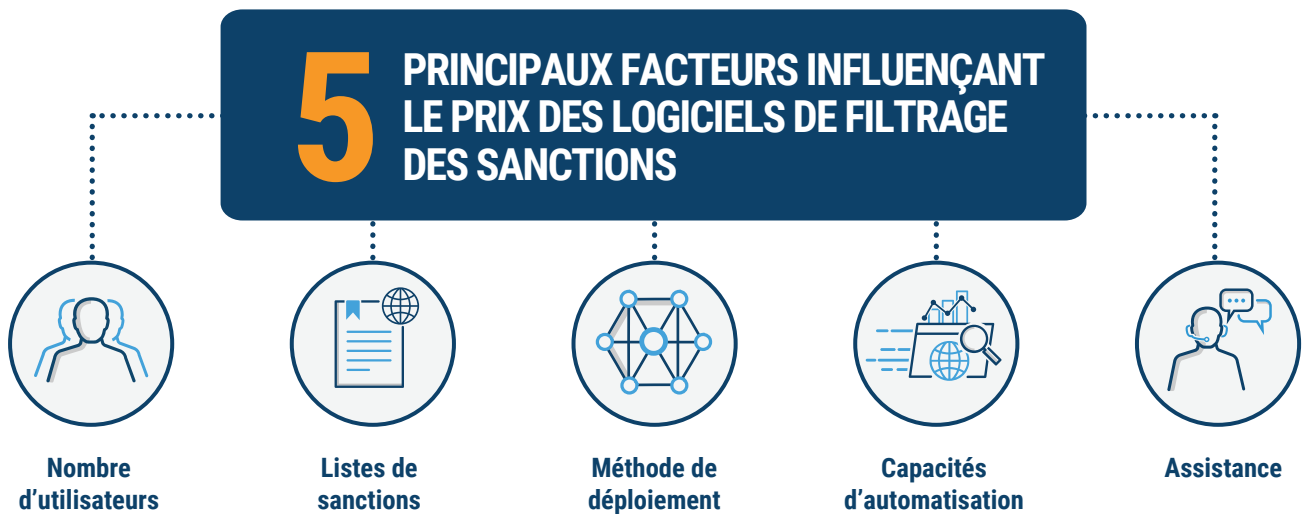
Commencez par constituer un comité d'achat composé des personnes concernées, dont les commentaires vous aideront à sélectionner la bonne solution du point de vue des besoins et de la valeur. Une telle approche vous aidera à formuler votre check-list des fonctionnalités indispensables à court terme, sans parler de l'adhésion et du soutien nécessaires dont vous disposerez ainsi pour obtenir les validations requises.

Tenez également compte du coût total de possession, car les prix de vente ne donnent pas toujours une image complète de la situation. Un fournisseur peut proposer un prix plus élevé qu'un autre, mais la solution la moins chère peut nécessiter des investissements continus tels que des mises à jour coûteuses, des coûts de provisioning en support, des coûts de formation, une implication informatique interne importante et plus encore – ce qui augmentera le prix final, pour des solutions plus coûteuses à long terme, avec moins d'avantages. Pour en savoir plus sur la tarification des solutions de filtrage des personnes et entités sanctionnées, consultez [cet article](#) (en anglais).

Combien dois-je investir pour atténuer le risque lié aux sanctions ?

Il existe différentes fourchettes de prix pour différents cas d'utilisation. Une mise en œuvre limitée peut coûter quelques milliers de dollars par an, tandis qu'une solution au niveau de l'entreprise, couvrant plusieurs régions géographiques, peut coûter jusqu'à 100 000 dollars ou plus par an. Il est essentiel de comprendre ce qui déclenche les variations de prix, ainsi que la manière de réduire les coûts. De manière générale, voici les 5 principaux facteurs qui influencent le coût d'une solution de filtrage des listes de sanctions :

Figure 14 : Principaux facteurs influençant le prix d'un logiciel de filtrage des personnes et entités sanctionnées

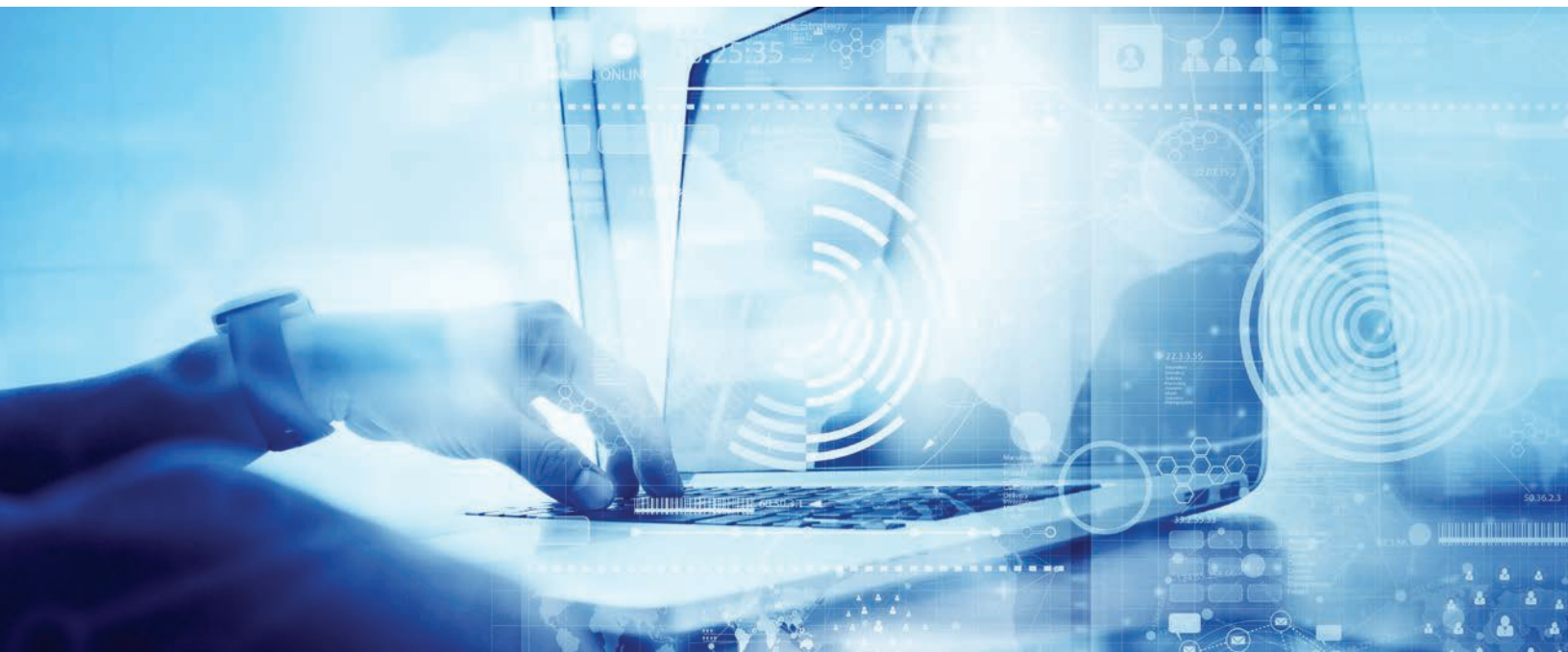


- 1. Nombre d'utilisateurs :** Dans une section précédente, nous avons évoqué la nécessité d'identifier les personnes impliquées dans le contrôle des listes de sanctions et leur fonction. Classez ces personnes par ordre de priorité en fonction de la tolérance au risque de leur responsabilité. Cela facilitera vos estimations budgétaires et vos efforts de minimisation des coûts en définissant les personnes qui doivent disposer d'un accès utilisateur et celles pour qui vous pouvez trouver une solution de contournement, si nécessaire.
- 2. Listes de sanctions et contenu de filtrage supplémentaire :** Pour une optimisation efficace des coûts, choisissez méticuleusement les listes de sanctions à filtrer. Il est essentiel que vous compreniez quelles listes s'appliquent à vos obligations de conformité et que vous vous y abonnez. Bien qu'il soit préférable de se conformer à plus qu'à moins, évaluez l'impact financier de l'abonnement à un contenu de filtrage supplémentaire, ainsi que l'impact de la génération de faux positifs liés à un filtrage supplémentaire inutile.

Considérations relatives aux coûts : Comment déterminer un budget ?

- Options de déploiement :** Pour éviter de payer plus que nécessaire pour des fonctionnalités qui ne seront pas utilisées, choisissez l'option de déploiement dont les fonctionnalités répondent aux besoins de votre entreprise. Si vous n'avez qu'un faible volume de données à contrôler ou que vous devez le faire à de rares intervalles, un abonnement de base à un service de filtrage *ad hoc* des personnes et entités sanctionnées est approprié. En revanche, si vous dirigez une entreprise multinationale avec une équipe compliance conséquente, utilisant plusieurs systèmes ERP différents, c'est peut-être bien une option intégrée de filtrage des personnes et entités sanctionnées, dont le coût sera évidemment plus élevé, qu'il vous faut. En moyenne, un client contrôlant 50 000 entités devrait prévoir un budget d'environ 20 000 \$ par an pour une solution complète de filtrage des listes de sanctions. Les options de déploiement sont décrites plus en détail à la page 19.
- Fonctions d'intégration et d'automatisation :** Les fonctions telles que le filtrage récurrent, l'audit et le reporting automatisés, les workflows intelligents, sont plus courantes avec des solutions avancées de prix moyen à élevé. Tout comme pour le point précédent, il convient de comprendre les avantages que des solutions avancées ou exhaustives apporteront à votre profil spécifique en matière de risque, en déterminant si la valeur ajoutée compense le prix.
- Qualité du support client :** Un fournisseur qui propose une équipe de service client facilement accessible dans le monde entier, avec des experts internes prêts à travailler avec vous et à s'assurer que vous tirez le meilleur parti de votre logiciel de filtrage des listes de sanctions, peut avoir un prix plus élevé que d'autres – ce qui ne signifie pour autant pas que l'option la plus chère offre nécessairement la meilleure qualité de service. Mais cela peut constituer un indicateur, car la qualité exige des ressources. Apprenez à connaître vos fournisseurs potentiels, utilisez des sites d'évaluation indépendants tels que [G2](#) et [Capterra](#), afin de déterminer les meilleures options.

Aussi variés que puissent être les prix, n'oubliez pas le principe de payer uniquement pour ce dont vous avez besoin, afin de maximiser l'optimisation des coûts. Même si toutes les fonctionnalités d'une solution robuste de filtrage des personnes et entités sanctionnées ajoutent de la valeur à votre programme de conformité global, votre entreprise peut ne pas avoir besoin de toutes ces fonctionnalités et, à l'autre bout de l'échelle, une autre organisation peut avoir besoin d'une personnalisation supplémentaire au-delà des configurations standard disponibles dans une solution prête à l'emploi. Au moment d'établir votre budget ou de négocier les tarifs, gardez à l'esprit les principaux facteurs qui influencent le prix d'un logiciel de filtrage des personnes et entités sanctionnées, et tenez également compte des coûts cachés (formation, maintenance, mises à jour, etc.), qui peuvent faire augmenter le coût total de possession.



Considérations relatives aux coûts : Comment démontrer en interne la pertinence d'un investissement ?

Réponse rapide – avec des amendes pouvant atteindre **8,9 milliards de dollars** pour une organisation unique, l'importance du filtrage des listes de sanctions se mesure facilement en sommes que vous risquez de perdre pour cause de non-conformité. En adoptant une approche plus détaillée, votre analyse de rentabilité doit évaluer le coût potentiel d'une solution logicielle de filtrage des personnes et entités sanctionnées par rapport à l'efficacité et aux avantages stratégiques qui en découlent, en ajoutant à la différence le coût potentiel de l'inaction.

Bien avant les pénalités, l'inefficacité des systèmes manuels entraîne des coûts tels que des coûts de productivité et de main-d'œuvre, un impact lié aux inexactitudes de filtrage comme les faux positifs ou une mauvaise expérience client, qui affectent le résultat net. Récemment, de nombreuses violations de sanctions ont été attribuées à une technologie et à un processus de filtrage médiocres, ce qu'une solution robuste de filtrage des personnes et entités sanctionnées permettra de résoudre.

En supposant que vous avez bien pris les premières mesures de collecte d'informations, telles que l'identification des éléments problématiques pour les personnes de votre organisation qui utilisent le système actuel et l'obtention de leur adhésion du point de vue des besoins, voici une approche qui vous aidera à justifier par les chiffres l'investissement dans un logiciel de filtrage des personnes et entités sanctionnées. Démontrez le coût du système manuel/hérité par rapport au coût du passage à un système automatisé. Passez en revue les problèmes inhérents au workflow actuel et additionnez les coûts. Additionnez également les économies que permettra d'obtenir le logiciel envisagé pour le filtrage des personnes et entités sanctionnées.

1. Quantifiez les avantages en matière d'efficacité :

- Amélioration de la précision et de l'efficacité opérationnelle : l'automatisation des tâches répétitives sujettes aux erreurs permet de réduire les coûts opérationnels
- Amélioration de la productivité : possibilité d'effectuer des tâches de gestion de la conformité à grande échelle sans augmenter le nombre d'heures travaillées
- Faible coût de plateforme : les solutions cloud permettent de réduire les coûts par rapport aux systèmes hérités (difficiles à gérer et à mettre à jour), ainsi qu'aux procédures manuelles (coûteuses en cas de croissance de l'activité)
- Amélioration de l'expérience client : prestation d'un meilleur service et augmentation de l'activité grâce à une validation plus rapide des clients

2. Identifiez les avantages stratégiques :

- Réduction des risques – atténuation de l'exposition aux conséquences de la non-conformité (amendes, perte de revenus, perte d'opportunités et perturbation de l'activité)
- Possibilité d'évoluer et d'accéder à de nouveaux marchés sans entraves liées aux contraintes de capacité en matière de conformité
- Gain de temps – possibilité d'entreprendre des activités stratégiques à plus forte valeur ajoutée
- Assurance contre la sévérité des sanctions en cas de scénario catastrophe – les acteurs malveillants sont rusés et parviennent parfois à contourner les contrôles pour accéder à des services dont l'accès leur est interdit. Toutefois, les régulateurs font preuve d'indulgence lorsqu'une organisation est en mesure de démontrer qu'elle dispose d'un solide programme de filtrage des listes de sanctions et qu'elle a toujours respecté des normes exigeantes en matière de conformité
- Amélioration de la compétence et de la culture de conformité au sein de l'organisation
- Capacité à démontrer facilement l'intégrité, la confiance et la transparence, ce qui renforce la valeur de la marque

Comment comparer efficacement les fournisseurs : Qui sont les fournisseurs de solutions de filtrage des personnes et entités sanctionnées ?

Dans un secteur complexe qui a connu une croissance exponentielle, sous l'effet de pressions accrues en matière de conformité et de réglementation, mais aussi d'une expansion des opportunités et des risques liés à la technologie, il existe de nombreux fournisseurs de services de filtrage des personnes et entités sanctionnées. Une rapide recherche sur Google des solutions de filtrage des personnes et entités sanctionnées donne de nombreux résultats, qui démontrent bien l'essor du marché. Cependant, comme beaucoup véhiculent le même message avec peu de points de différenciation, comment distinguer la valeur du bruit ?

Avec l'intensification de la concurrence, de nombreux fournisseurs ont probablement renforcé leurs capacités et proposent un degré de fonctionnalité qui mérite d'être pris en considération. Le tableau ci-dessous, classé par ordre alphabétique, montre le résultat d'une recherche typique (en anglais) pour un grand fournisseur de services de filtrage des personnes et entités sanctionnées. La plupart de ces fournisseurs existent depuis un certain temps et peuvent probablement répondre à vos besoins essentiels.

Figure 15 : Principaux fournisseurs de solutions logicielles de filtrage des personnes et entités sanctionnées (par ordre alphabétique)

Solution	Domiciliation
Descartes Denied Party Screening	Société cotée en bourse domiciliée aux États-Unis et au Canada
E2Open	Société cotée en bourse domiciliée aux États-Unis (Austin, TX)
Exiger LLC	Société à capitaux privés domiciliée aux États-Unis (New York, New York)
OCR Inc	Société à capitaux privés domiciliée aux États-Unis (Rockville, MD)
Thomson Reuters	Société cotée en bourse domiciliée au Royaume-Uni

Fournisseur établi de longue date dans le domaine du filtrage des listes de sanctions, Descartes a évolué au même rythme que ces acteurs au fil des différentes itérations et des constantes évolutions du secteur de la conformité, en voyant de nombreux acteurs, petits et grands, apparaître et disparaître.

Pour vous permettre de sélectionner le bon fournisseur de services de filtrage des personnes et entités sanctionnées, qui vous aidera à concrétiser votre vision d'une solution logicielle de filtrage conforme à vos objectifs de conformité, nous aborderons dans ce chapitre quelques aspects fondamentaux :

- Les principaux critères de différenciation – les critères d'évaluation qui doivent figurer sur votre liste de contrôle
- Les ressources à consulter pour la recherche de fournisseurs
- Les pratiques d'excellence pour évaluer la performance de votre solution logicielle

Comment comparer efficacement les fournisseurs : Quels sont les principaux critères de différenciation ?

Avant de comparer les fournisseurs à une liste de contrôle de vos caractéristiques idéales, établissez un cadre pour évaluer leurs différences dans une perspective globale. Il est prudent de prendre en compte des paramètres tels que l'historique des performances, des niveaux de service et des taux de satisfaction et d'attrition des clients, mais il convient également de réfléchir aux implications des points de différenciation et à l'impact qu'ils ont et auront sur vos besoins actuels et à venir en matière de conformité. Par exemple, si un fournisseur est uniquement présent en Europe alors qu'un autre a une empreinte mondiale, quelle est l'importance de cette différence pour votre entreprise basée en Europe et qui effectue des transactions uniquement en Europe ? Une expansion mondiale est-elle prévue dans votre business plan à 5 ou 10 ans ?

Figure 16 : Principaux facteurs de différenciation pour la sélection d'un prestataire et d'une solution logicielle de filtrage des personnes et entités soumises à restrictions



Filter les personnes et entités sanctionnées avec Descartes : Simplifier la conformité en matière de sanctions

Le logiciel de filtrage des personnes et entités sanctionnées Descartes Denied Party Screening offre toutes les fonctionnalités de filtrage des listes de sanctions dont les organisations ont besoin, quels que soient leur taille et leur secteur d'activité, pour assurer un niveau supérieur en matière de conformité. Depuis plus de 35 ans, nous nous efforçons d'aider les entreprises à se conformer à leurs obligations réglementaires. Notre puissante combinaison de technologie de pointe et d'expertise sectorielle nous permet de proposer des logiciels et des services de filtrage des listes de sanctions de bout en bout, pour garder une longueur d'avance sur les risques liés à la conformité. Vous trouverez ci-dessous une liste de certaines de nos compétences les plus notables.

Des capacités de pointe qui nous distinguent

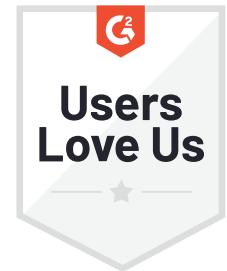
- 1. Des données de filtrage exhaustives, actualisées et pertinentes :** Nous maintenons une base de données exhaustive et précise des listes de sanctions réglementaires, des PPE, des listes de surveillance et de nombreuses autres listes de personnes et entités sanctionnées.
- 2. Des filtres de recherche configurables :** Ils garantissent l'exactitude et minimisent les faux positifs. Hautement configurables dans tous les secteurs d'activité, pour s'adapter aux divers degrés de complexité de la conformité.
- 3. Des options de filtrage multiples :** Une plateforme modulaire centralisée unifiée, fournissant des options de filtrage diverses, pour couvrir les exigences de conformité, qu'il s'agisse d'un filtrage *ad hoc*, par lots, mobile ou intégré. Exploitant la puissance du cloud, elle s'adapte à l'évolution des besoins des entreprises et permet de travailler depuis n'importe quel endroit.
- 4. Une intégration en temps réel aux processus opérationnels,** y compris les principaux ERP et CRM tels que Salesforce, SAP, Oracle, NetSuite, Microsoft Dynamics, et bien d'autres. Notre logiciel de filtrage est également compatible API et a déjà été intégré à de nombreux systèmes développés en interne et existants.
- 5. Convivialité et simplicité de mise en œuvre :** Conçue pour une opérabilité optimale, votre solution Descartes peut être mise en œuvre rapidement, parfois en quelques heures. Elle est extrêmement facile à utiliser et les nouveaux utilisateurs peuvent facilement s'y former.
- 6. Une équipe d'experts en interne :** Nous nous investissons dans votre réussite. Cet engagement se concrétise par un service client d'ampleur mondiale facile à joindre et toujours disponible, des sessions de formation étendues et des experts internes qui se consacrent à la connaissance de votre entreprise et vous guident vers des pratiques d'excellence, pour répondre à vos besoins uniques en matière de conformité.
- 7. Un workflow et une collaboration de pointe :** Réduction des procédures manuelles grâce à une automatisation robuste des flux opérationnels, pour une gestion intelligente des cas.
- 8. Des tableaux de bord interactifs :** Ils fournissent une vue d'ensemble de toutes les informations importantes dont vous avez besoin pour prendre des décisions éclairées, grâce à des fonctions avancées d'exploration, permettant aux personnes en charge du filtrage de visualiser et d'analyser les résultats.
- 9. Des rapports et audit trails personnalisés :** Démontrez facilement et précisément votre conformité grâce à un enregistrement complet et centralisé de vos activités de filtrage des personnes et entités sanctionnées.
- 10. Formation et conseil :** Très expérimentée, notre équipe de support client fournit régulièrement un accompagnement pour le renforcement de vos capacités internes, afin d'assurer une utilisation optimale de nos solutions de filtrage des personnes et entités sanctionnées. Elle fournit également des informations régulières sur les nouvelles versions des produits, la feuille de route des produits et les tendances émergentes du secteur de la conformité.
- 11. Une suite de solutions robustes pour la conformité commerciale :** Nous fournissons une suite complète de solutions de conformité en matière d'exportation, de commerce et de finance. Vous pouvez facilement combiner la documentation d'exportation et les activités de conformité à l'exportation au sein d'un même workflow facile à gérer.

Vous vous demandez si nous sommes la solution qu'il vous faut ? Voici ce qu'en disent nos clients

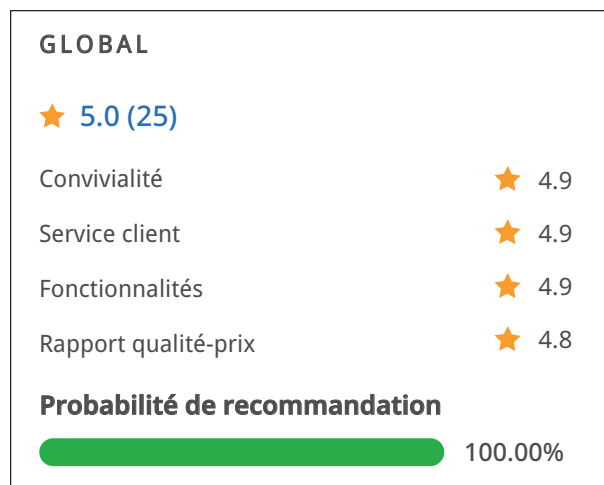
Évaluation et badges G2.com



Descartes Denied Party Screening – Évaluations utilisateurs



Évaluation Capterra



Vous vous demandez si nous sommes la solution qu'il vous faut ?

Voici ce qu'en disent nos clients

Simplicité d'utilisation et d'adoption

Les utilisateurs de G2.com et de Capterra attribuent à notre logiciel de filtrage des personnes et entités sanctionnées une note parfaite en matière de simplicité d'utilisation et d'adoption. Avec une moyenne de 8,4 pour la catégorie de produits, nos utilisateurs placent clairement Descartes Denied Party Screening au-dessus des autres fournisseurs du même secteur, en nous attribuant une note de 10/10.

Descartes Denied Party Screening – Évaluations utilisateurs



Convivialité
Partenaire et Fournisseur
Gestion des risques
Moyenne : 8,4



Utilisation conviviale, résultats précis et rapides

Le processus est simple et rapide, et il facilite l'exécution des contrôles de conformité. Le large éventail d'entreprises contrôlées et la précision des résultats nous donnent toute confiance. La solution Descartes Denied Party Screening offre un éventail plus large de correspondances potentielles que la plupart des autres outils de vérification.

Katie S. Assistante juridique. Entreprise intermédiaire (51 à 1 000 salariés)



Très convivial, avec de très bonnes informations

[Ce que j'apprécie], c'est que la solution permet de détecter les problèmes au niveau des fournisseurs potentiels et d'identifier les difficultés qui pourraient survenir. Elle nous permet d'assurer nos vérifications diligentes à l'égard des fournisseurs/entreprises et d'obtenir des informations qui nous aident dans notre processus de conformité.

Gregg W. Spécialiste de la chaîne logistique. Grande entreprise (> 1 000 salariés)



Un outil précis et facile à utiliser

Simplicité d'utilisation pour filtrer les clients par nom et numéro de commande et identifier les risques potentiels liés à l'envoi de commandes à des sociétés sanctionnées.

Carol M. Chargée du service client. PME (< 50 salariés)

Vous vous demandez si nous sommes la solution qu'il vous faut ?

Voici ce qu'en disent nos clients

Qualité de l'assistance

Notre équipe Customer Success est facilement accessible et toujours disponible pour aider les clients à tirer le meilleur parti de leur abonnement Descartes Denied Party Screening. Nous proposons fréquemment des sessions de formation gratuites et des alertes sur les mises à jour réglementaires, afin de garantir que nos clients disposent des capacités nécessaires pour filtrer efficacement les personnes et entités sanctionnées. Là encore, Descartes se classe au-dessus du lot par rapport aux fournisseurs de la même catégorie.

Descartes Denied Party Screening – Évaluations utilisateurs



Qualité de l'assistance
Partenaire et Fournisseur
Gestion des risques
Moyenne : 8,9



Le support client est excellent

Le logiciel est convivial et permet d'accéder facilement aux sources réglementaires, mais le meilleur, c'est le support. Ils sont vraiment agréables, réactifs et serviables. Ils proposent régulièrement des webinaires pour que nous puissions en apprendre davantage sur les fonctionnalités du système et j'y découvre toujours de nouvelles astuces, même si nous utilisons ce logiciel depuis des années.

Lee P, Directeur de l'intégrité de la recherche. Entreprise intermédiaire (51 à 1 000 salariés)



L'outil de filtrage global le plus performant et le plus efficace

L'équipe du support client est aimable, réactive et serviable. Descartes Denied Party Screening est essentiel à notre programme de conformité. Il nous permet d'adapter les listes de filtrage à nos besoins. Et nous pouvons effectuer des contrôles par lots importants, en obtenant les résultats en quelques minutes.

Sarah S. VP, Contrôle des exportations et conformité. Grande entreprise (> 1 000 salariés)



Très utile

La solution Descartes Denied Party Screening offre de nombreuses possibilités de formation, ce qui est très utile pour nos procédures.

Utilisateur vérifié du secteur aéronautique. PME (< 50 salariés)



La rapidité de réaction

Ce que j'apprécie le plus avec Descartes Denied Party Screening, c'est l'interface, la convivialité du système et la rapidité de réaction du service client.

Ahmed O. Spécialiste du système d'information de gestion de la chaîne d'approvisionnement. Entreprise intermédiaire (51 à 1 000 salariés)

Vous vous demandez si nous sommes la solution qu'il vous faut ?

Voici ce qu'en disent nos clients

Simplicité d'installation et fiabilité

Concernant la simplicité d'implémentation et la transparence de l'intégration de nos solutions, les utilisateurs de G2.com nous donnent plusieurs points d'avance, surpassant les autres concurrents de la catégorie qui ont un classement moyen de 8,3, par rapport à notre score de 9,8/10. Notre solution est également d'une grande fiabilité, avec une disponibilité 99,99 % du temps sur les 12 derniers mois.

Descartes Denied Party Screening – Évaluations utilisateurs

9.8

Simplicité de configuration
Partenaire et Fournisseur
Gestion des risques
Moyenne : 8,2



Une meilleure conformité grâce à une intégration transparente de Descartes avec Salesforce !

Dans le domaine de la technologie, une solution de filtrage automatisée est indispensable. L'intégration de Descartes à Salesforce s'est déroulée sans problème, y compris lors de la phase de test. La solution a considérablement optimisé notre flux opérationnel et nous a permis de mettre en œuvre un filtrage plus systématique et plus efficace, ce qui réduit les coûts et les risques pour l'entreprise.

Jeroen Weijts, directeur des opérations chez Movella. Entreprise intermédiaire (51 à 1 000 salariés)



Avec Descartes Denied Party Screening, le filtrage des sanctions est simple !

Ce qui est le plus utile dans cet outil, c'est qu'il peut facilement s'intégrer à d'autres plateformes comme Salesforce et NetSuite. Descartes Denied Party Screening permet d'éviter que l'entreprise n'entre en contact avec des clients sanctionnés, ce qui est extrêmement important, en particulier lorsqu'on travaille avec une entreprise internationale.

Utilisateur G2 vérifié, service juridique. Grande entreprise (> 1 000 salariés)



Nous utilisons quotidiennement le logiciel Descartes de filtrage des personnes et entités sanctionnées et nous n'avons jamais eu de problème.

La solution Descartes s'est facilement intégrée à nos systèmes internes actuels, et sa convivialité en fait un superbe outil. Si nous avons des questions ou des difficultés, leur service client répond rapidement et résout tous les problèmes que nous pouvons avoir. Nous sommes clients depuis plus de 6 ans.

David N. PME d'import/export (< 50 salariés)



Simple et rapide

Ce que j'aime avec Descartes Denied Party Screening, c'est la simplicité d'intégration et d'utilisation du service.

Meraj K. Ingénieur. Grande entreprise (> 1 000 salariés)



Tirer le meilleur parti de votre solution **Pratiques d'excellence pour filtrer les personnes et entités sanctionnées**

Investir dans la bonne solution de filtrage des personnes et entités sanctionnées est la moitié de la bataille pour transformer votre programme de conformité et naviguer efficacement dans le paysage actuel des risques – et ainsi rester du bon côté de la barrière. Nous vous proposons ici quelques conseils sur la prise en charge de quelques défis courants du filtrage des personnes et entités sanctionnées, quelle que soit la solution que vous choisissiez, afin de garantir votre réussite dans la durée.

Les étapes de la réussite pour la conformité en matière de sanctions

- 1. Gestion des faux positifs** – Pour un guide détaillé sur la réduction de votre taux de faux positifs, vous pouvez consulter cette [ressource](#) (en anglais).
 - Testez en continu votre logiciel de filtrage des personnes et entités sanctionnées pour détecter les erreurs de filtrage, par exemple la correspondance des variantes de noms.
 - Veillez à maintenir la qualité et l'exhaustivité des données. Vérifiez qu'il n'y a pas de lacunes ou d'informations manquantes.
- 2. Restez informés des règles émergentes et des mises à jour réglementaires** – Abonnez-vous aux mises à jour des informations réglementaires. Cela peut se faire auprès de l'autorité de régulation, via un fournisseur de données moyennant un abonnement, ou gratuitement par l'intermédiaire de votre fournisseur de solutions de filtrage. Chaque semaine, Descartes envoie des bulletins d'information par courrier électronique à ses clients, afin de garantir qu'ils restent informés des évolutions des réglementations, des nouveaux régimes de sanctions et des changements de politique.
- 3. Paramètres à mesurer** – Pour déterminer l'efficacité de votre logiciel de filtrage, analysez votre taux de faux positifs, la rapidité d'exécution des tâches et comparez avec des entreprises et des marchés similaires.
- 4. Formation continue** – Assurez-vous que vos équipes savent comment réagir aux évolutions constantes des sanctions, des réglementations et des politiques.
- 5. Filtrage récurrent** – Assurez-vous de configurer un filtrage périodique des listes de sanctions pour les clients, les distributeurs, les fournisseurs, les sous-traitants, les prestataires logistiques, les visiteurs, les prospects et les autres contacts.

À propos de Descartes Systems Group

Descartes (Nasdaq : DSGX) (TSX : DSG) est le leader mondial de la fourniture de solutions logicielles SaaS à la demande axées sur l'amélioration de la productivité, des performances et de la sécurité des entreprises à forte intensité logistique. Les clients utilisent nos solutions SaaS modulaires pour acheminer, planifier, suivre et mesurer les ressources de livraison ; planifier, répartir et exécuter les expéditions ; tarifier, contrôler et payer les factures de transport ; accéder aux données commerciales mondiales ; classer les documents douaniers et de sécurité pour les importations et les exportations ; et mener à bien de nombreux autres processus logistiques en participant à la plus grande communauté logistique multimodale collaborative au monde. Notre siège social se trouve à Waterloo, en Ontario (Canada), et nous avons des bureaux et partenaires partout dans le monde.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur www.descartes.com et suivez-nous sur [LinkedIn](#) et [Twitter](#).

Rassembler les hommes et les technologies qui font bouger le Monde